



## A Malabo, les pauvres bâtissent leur maison dans des cimetières

Par [Global Research](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 18 novembre 2005

Afrique Centrale info 18 novembre 2005



A côté des pierres tombales, une femme lave son linge et non loin un jeune homme bâtit sa maison, rez-de-chaussée et un étage en dur. En raison de la crise du logement des habitants de Malabo ont élu domicile jusque dans le cimetière municipal de la capitale de Guinée équatoriale.

La crise, persistante depuis de longues années, s'est accentuée depuis le boom pétrolier entamé en 1992, qui a récemment fait du pays le troisième producteur de brut d'Afrique subsaharienne et a attiré de nombreux et riches étrangers.

Résultat, les loyers ont explosé. Dans les nouvelles zones résidentielles, construites à l'intention des expatriés ou cadres du secteur pétrolier, le loyer est inaccessible à la grande majorité des Equato-guinéens.

Eux s'entassent dans les quartiers populaires. Dans le quartier de Los Angeles, jusqu'à vingt personnes se serrent dans des trois pièces théoriquement construits dans les années 60 pour une famille.

Mais ses loyers inférieurs restent néanmoins trop élevés pour les plus pauvres, même pour une maison ou une simple chambre en bois, la majorité de la population ne voyant pas la couleur des pétrodollars qui inondent le pays.

Les récentes expropriations forcées menées par l'Etat pour construire routes et bâtiments d'« utilité publique » n'ont rien arrangé, multipliant le nombre de ceux contraints de se construire un abri dans des endroits insalubres ou dangereux, tel que le lit de la rivière Consul qui traverse les quartiers La Paz, New Building, Maycol ou Fiston et déborde lors des grosses pluies.

Ou dans des endroits inattendus comme le « Campo Santo » (nom donné au cimetière par les Equato-guinéens pieux) d'Ela Nguema, où à côté des logements, une vie s'est créée et bistrotts et commerces se sont ouverts.

« C'est incroyable, la musique tonne tard dans la nuit, on a parfois l'impression qu'elle sort

des tombes. Ces gens là ne respectent même plus le repos des habitants du Campo Santo », dénonce Virgilio, un vieil habitant du quartier.

La mairie de Malabo a récemment diligenté une inspection. « La situation était scandaleuse. Un haut responsable de la mairie figurait même parmi les personnes qui avaient construit des maisons et un bar. Nous avons fait raser toutes ces constructions », explique Orobiyi Bankole, adjoint au maire.

Mais depuis, certains sont revenus et ont reconstruit: « Nous avons été chassés injustement parce que nous n'avons personne pour nous défendre, ils s'en sont pris aux plus faibles », s'insurge Pedro, fonctionnaire d'une trentaine d'années.

Adela, mère de famille nombreuse, elle, se justifie: « C'est le cimetière qui est venu à nous. Lorsque nous avons construit ici, le cimetière était encore très loin. Mais aujourd'hui, il s'est élargi de plus en plus ».

La mairie a donc commencé à ériger un mur de plus de deux mètres de haut autour du cimetière et a décidé d'obliger ceux de ses occupants qui sont bien vivants à en sortir.

« S'ils passent ici avec leur barrière, je reste derrière, c'est tout! », assure néanmoins Eduardo, un habitant qui dit ne pas craindre ces mesures. « Ceux qui me font peur se sont ces gens qui viennent traîner dans le cimetière la nuit », confie-t-il, décrivant une faune nocturne faite de « voleurs et fumeurs de chanvre indien ».

Plus largement, pour tenter de palier la crise du logement, le gouvernement a décidé la construction de plus de 10.000 logements sociaux dans le pays, dont plus de 2.000 à Malabo.

« Depuis quatre ans, dans chaque budget figurent des sommes importantes destinées aux logements sociaux. Jusqu'ici il n'y a aucun logement construit. C'est de la propagande électorale », rétorque Celestino Bacalé, un opposant.

La source originale de cet article est Afrique Centrale info  
Copyright © [Global Research](#), Afrique Centrale info, 2005

---

Articles Par : [Global Research](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)